

ÉDITORIAL

MAI 68 A IRRIGUÉ LES ESPRITS DEPUIS 50 ANS !



Premier plan : B. Frachon et G. Séguy, on reconnaît H. Krasucki au centre et tout à gauche J.L. Moynot

MAI 68 : L'ESPOIR, LA LUTTE ET LA NÉGOCIATION, TROIS INGRÉDIENTS POUR LA VICTOIRE !

• Editorial :
Mai 68 a irrigué les esprits depuis 50 ans!

Page 3

• Mai 68 : 50 ans après, ce qui s'est vraiment passé
Pages 4 à 8

Retrouvez-nous sur le site :

www.thc-cgt.fr

**ON VEUT
mmIEUX VOUS
ÉCOUTER**

**mmIEUX VOUS
CONNAÎTRE**

**mmIEUX VOUS
COMPRENDRE**

**POUR
mmIEUX VOUS
ACCOMPAGNER**

En pensant des services toujours plus adaptés aux salariés d'aujourd'hui, en mettant la prévention au cœur de ses innovations, en agissant avec écoute et proximité, Malakoff Médéric s'engage pour le bien-être des salariés au travers de sa démarche Entreprise territoire de santé.

malakoffmederic.com



Les services sont conditionnés à la souscription d'un contrat d'assurance santé ou Prévoyance. Assuré par l'Union de santé Malakoff. Le montant de l'indemnité de Malakoff Médéric dépend du montant de la prime. Malakoff Médéric est une filiale de la Malakoff Médéric. Pour plus d'informations, contactez le site malakoffmederic.com



malakoff médéric

SANTÉ • PRÉVOYANCE • RETRAITE

ON VOUS **mm**

ÉDITORIAL

MAI 68 A IRRIGUÉ LES ESPRITS DEPUIS 50 ANS !



Christian LAROSE,
Membre de la CEF du THCB.

Les événements de mai 68 ont eu un large écho en France et dans le monde entier. Cette révolte sociale aux résultats extraordinaires en quantité et en qualité ont donné depuis, bien des envies pour les recommencer à la première occasion.

Cependant, l'histoire se répète rarement, même si en ce moment, le monde étudiant et celui des entreprises privées ou publiques se rebellent devant les injustices qui pleuvent. Tout le monde est touché, jeunes, moins jeunes, retraités de bien des secteurs, tous sont victimes des décisions du gouvernement qui se montre ouvertement, et de manière arrogante, aux côtés des riches.

Les 50 ans de mai 68 sont l'occasion d'en parler, de visionner les images, de rappeler les résultats

Les 50 ans de mai 68 sont l'occasion d'en parler, de visionner les images, de rappeler les résultats. Cette époque a ouvert les esprits en France, à ouvert des espoirs pour que plus rien ne soit comme avant. Au-delà des résultats sur les salaires, le droit syndical

notamment, mai 68 a dynamité les injustices bien entretenues par le monde patronal et les gouvernements qui se sont succédés.

Mai 68 a permis des émancipations sur la place des femmes dans la vie sociale, dans le travail, sur l'égalité qui reste encore un combat de tous les jours !

Mai 68 a permis des émancipations sur la place des femmes dans la vie sociale, dans le travail, sur l'égalité qui reste encore un combat de tous les jours. Mai 68 a été un coup de frein formidable aux prétentions patronales, aux sectaires de tous poils. Il faut parler de mai 68 à partir des résultats sur le Smic, sur le droit des syndicats, mais aussi à partir de ce qu'il a généré ensuite.

Mai 68 reste un point de repère pour tous et un rappel à l'ordre pour le monde patronal qui le craint tout autant 50 ans après. Il a ouvert les yeux au monde des usines, montré qu'avec de la détermination et des syndicats forts et actifs, rien n'est impossible. Mai 68 a été pour la CGT un grand moment d'histoire où celle-ci a pratiqué concrètement la démocratie syndicale et ouvrière, où tout a été décidé en bas, sur le terrain.

Cela nous rappelle qu'il faut, encore aujourd'hui, puiser nos décisions à la base. Mai 68 a aussi fait éclater au grand jour un homme simple, humain qui est devenu un des plus grands dirigeants que notre CGT ait connu. Il s'appelait Georges Séguy. On peut être fier d'être à la CGT.

11e congrès fédéral du textile habillement cuir blanchisserie CGT du 26 au 29 juin 2018 à Balaruc les Bains.

Ne tardez pas à vous inscrire, vous pouvez retrouver toutes les informations utiles dans le 1er supplément au bulletin du mois de décembre 2017 ou sur notre site fédéral :

thc-cgt.fr à la rubrique nos publications.

MAI 68 : 50 ANS APRÈS, CE QUI S'EST VRAIMENT PASSÉ



Jean-Louis Moynot - ancien secrétaire de la CGT

La fédération THCB a décidé de faire une interview de J.L. Moynot, ancien secrétaire de la CGT, sur mai 68 : avant, pendant et après. Cette interview se veut modeste et ne peut naturellement pas traiter tous les sujets, ni citer toutes les personnes concernées, que ce soit dans la CGT ou au-delà. Cette période est un grand moment d'histoire où la CGT a joué un rôle essentiel, il est bon d'en parler, de s'en rappeler, d'en faire état auprès des jeunes militants CGT d'aujourd'hui et des moins jeunes aussi. J.L. Moynot est aujourd'hui le seul dirigeant vivant qui a participé aux discussions de Grenelle, il a accepté de débattre avec la fédération sur le sujet, nous l'en remercions vivement.

Notre entretien s'est déroulé autour des points suivants :

- Quelles étaient les conditions sociales avant les événements de 1968 ?
- Quel rôle a joué la CGT dans l'éclatement du conflit ?
- Quel rôle elle a joué au plan national, mais aussi sur le terrain, notamment sur les questions de l'unité d'action ?
- Comment s'est organisée la pression sur le gouvernement ?
- Comment se sont déroulées les négociations, avec qui, sur quel catalogue revendicatif ?
- Le résultat essentiel des discussions.
- Comment a-t-on géré la sortie de crise et l'arrêt des grèves ?

Le fait de traiter les événements de mai 68 en points distincts est forcément schématisé. Ce qui est traité

dans ce texte se mélange forcément à de nombreux moments dans cette interview. C'était difficile pour la fédération de faire autrement sans casser le rythme des textes et leur complémentarité. Il ne faut donc pas s'en étonner. Nous avons voulu que ces points essentiels soient autant de points de repère identifiables pour nos militantes et militants.

Présentation de notre camarade J.L. Moynot :

J.L. Moynot a aujourd'hui 80 ans, il est syndiqué à la CGT depuis 56 ans. Si l'on ajoute à cela ses cinq ans d'adhésion active à l'Unef (Union nationale des étudiants de France) et à l'Uge (Union des grandes écoles, cela fait au total plus de soixante ans de syndicalisme. Il est ingénieur de formation (aéronautique et espace). Il a adhéré à la CGT le 1er mai 1962. Il entre au bureau confédéral en juin 1967 au congrès de Nanterre. Il démissionnera en 1982, en désaccord avec la remise en cause par le 41e congrès confédéral des avancées du 40e congrès. Il est resté très lié à la CGT, il continue aujourd'hui d'apporter ses connaissances sur la vie sociale et syndicale pour nos organisations.

● Quelles étaient les conditions sociales dans notre pays avant les événements de mai 68 :

De 1960 à 1965, le gouvernement avait mis en place la politique de planification (notamment le 5e plan). La pression économique liée aux directives et objectifs du 5e plan avait des conséquences de plus en plus brutales sur les salariés, principalement au niveau des salaires et plus largement au niveau du pouvoir d'achat. En 1966 et 1967,

il y avait déjà de nombreuses grèves dans le pays. En 1967, le gouvernement décide alors de morceler la sécurité sociale, ce qui crée beaucoup d'émoi et de colère dans les foyers. Les sujets de mécontentement s'accumulent donc et des luttes communes se font jour. Le climat revendicatif dans les entreprises prend une tournure qui s'envenime très souvent.

En 1966, un accord d'unité d'action CGT - CFDT voit le jour, insufflé par la CGT et notamment par Benoît Frachon, ancien secrétaire général de la CGT, puis président de la centrale. B. Frachon avait choisi G. Ségué pour conduire cette politique unitaire. G. Ségué entre donc au bureau confédéral en 1965, il devient secrétaire général en 1967, c'est là que J.L. Moynot entre lui aussi au bureau confédéral. Sous la houlette de B. Frachon et de G. Ségué, la CGT alimente le climat revendicatif en France, elle appelle à résister et à s'unir pour lutter.

Dans le premier trimestre 1968, le monde étudiant est en ébullition. La répression s'abat alors sur les étudiants. Les 10 et 11 mai 1968, c'est la grande nuit des barricades. Face à cette situation, la CGT appelle à résister à la répression menée contre le monde étudiant et organise, le 13 mai 1968, une grande manifestation unitaire avec la CFDT, la FEN, FO et les organisations étudiantes. Ces dernières avaient, dès le 22 mars 1968 fait état de leurs nombreux problèmes et de leurs revendications. Le 30 avril, B. Frachon et J.L. Moynot sont partis en





G. Séguy et H. Krasucki défilent !

délé-
gation au Japon en passant par
Moscou pour le 1er mai. Ils revien-
nent à Paris le 17 mai et s'investis-
sent dans les débats liés à la situa-
tion sociale du pays.

Le rôle de G. Séguy et l'extension de la grève

A cette manifestation du 13 mai, les
premières grèves importantes se
font jour. A Sud aviation à St
Nazaire, c'est la grève générale, illi-
mitée, avec occupation, ensuite
Renault se mêle à la bataille. Il y
avait, dans notre pays, du nouveau
toutes les heures. Dans ce contex-
te Georges Séguy s'est affirmé
comme un grand dirigeant qui a eu
l'audace de prendre des décisions
claires et efficaces. C'est lui qui,
devant les dangers des affronte-
ments de la nuit du 11 mai, a déci-
dé d'appeler à réagir aux violences
policières contre les étudiants par la
grève générale et la manifestation
du 13 mai, qu'il a fait adopter par le
bureau réuni en pleine nuit et qui
est parvenu à en convaincre les
autres organisations syndicales.
Sans cela et sans la puissance des
manifestations, le mouvement des
étudiants pouvait être brisé.

Deux jours plus tard, au CCN du 15
mai, c'est encore Georges qui a
énoncé la méthode d'action qui a
fait la nouveauté et le succès
exceptionnel de cette grève : que
les militants se rendent dans les
entreprises, appellent les tra-
vailleurs à se réunir en assemblée, à
discuter de leurs revendications et à
décider leurs modes d'action. C'est
ainsi qu'est née l'idée de « démoc-
ratie ouvrière », en prolongement
de la démocratie syndicale.

Nous nous réunis-
sions tous les jours,
dira J.L. Moynot, par-
fois plusieurs fois,
pour réagir aux évè-
nements et convenir
des réponses aux
multiples sollicita-
tions, dont les
visites, les délégations,
de syndicats
venus vérifier que
leurs dirigeants
étaient assez fermes.

La négociation

Quand il a été clair
qu'il n'y aurait pas de solution poli-
tique à court terme, au plus haut
niveau, nous avons décidé de
demander une négociation tripartite
(gouvernement, patronat, syndi-
cats). C'est à J.L. Moynot que le
bureau confédéral a demandé de
présenter cette demande en confé-
rence de presse. Personne ne sou-
haitait accomplir cette tâche, moins
glorieuse que d'autres, mais
nécessaire. A partir de là, dit J.L.



Toutes les génération se retrouvent
dans la rue !

Moynot, s'est développé tout le
processus de Grenelle. Après les
déclarations liminaires des diffé-
rentes délégations, la négociation a
commencé par les revendications
salariales. Le bureau m'en avait
chargé. J'avais beaucoup travaillé
l'argumentation sur le salaire mini-
mum garanti. Nous demandions 3
francs bruts de l'heure au lieu de

2,22 francs pour le Smig interpro-
fessionnel, soit 35 % d'augmenta-
tion et le même montant pour le
Smag (agricole) au lieu de 1,95
franc, soit 54 %. Le patronat et le
gouvernement n'ont guère résisté.
Il n'en alla pas de même des autres
revendications. Je ne les détaille pas
ici. Nous pourrions en parler. Le
débat a été tendu sur la plupart des
sujets. Le 27 au petit matin, on se
trouvait en présence d'un **constat**
(et non d'un accord) que la CGT a
décidé de soumettre aux grévistes.
Le 13 mai à la manifestation, les
étudiants étaient en tête de la
manifestation avec les organisa-
tions syndicales.

● Quel rôle à joué la CGT dans l'éclatement du conflit de mai 68 :

Le Bureau confédéral réfléchissait,
débattait et décidait à l'unisson.
Non pas que par un curieux
miracle, les idées des uns et des
autres se seraient fusionnées, mais
parce que la conscience de la hau-
teur des enjeux amenait chacun à
rechercher la meilleure synthèse
des différents apports. Ce fut, dira
J.L. Moynot, à mes yeux, le meilleur
moment des débats du bureau que
j'ai connus. Et pourtant, au-delà
des nombreux problèmes à
résoudre avec l'extension de la
grève, les données politiques de la
situation, les choix étaient extrê-
mement difficiles. On se trouvait à
une étape intermédiaire d'un éven-
tuel rapprochement des forces de
gauche qui n'étaient cependant pas
mûres pour un accord. Mais la
situation aurait normalement exigé
d'accélérer les échanges pour y
parvenir. Du côté du Parti commu-
niste, Waldeck Rochet s'inquiétait
des réactions de la France profon-
de et des intentions des dirigeants
de la Gauche.

Les grèves avec occupation s'éten-
dent. En Comité confédéral national
de la CGT le 15 mai 68, G. Séguy
définit précisément la méthode à
employer sur le terrain. Il faut que
les dirigeants syndicaux aillent sur
le terrain, dans les usines, pour
aider à ce que les décisions soient
prises démocratiquement avec la
base. Il s'agit de mettre l'action
dans les mains des salariés. Avant



Négociations de Grenelle

La grève et après Grenelle, B. Frachon précise que des non syndiqués actifs doivent aussi être partie prenante des comités de grève mis en place. Il a en effet une grande confiance dans la vision que peuvent avoir collectivement les travailleurs. Le 23 mai 68, la CGT décide de faire une conférence de presse que pilote J.L. Moynet, pour exiger une négociation tripartite officielle. La négociation débutera le 25 mai, le gouvernement voulant aller vite. Le Général De Gaulle était davantage sur une position répressive alors que G. Pompidou, son Premier ministre, était davantage axé sur l'ouverture d'une négociation pour solutionner au plus vite ces grèves qui s'étendaient.

Avant de rentrer en négociation, le gouvernement demande à rencontrer, en aparté, la délégation de la CGT. Auparavant, F. Mitterrand et G. Mollet étaient venus à la CGT pour réclamer une baisse des ambitions revendicatives de notre centrale, ils pensaient qu'ils allaient probablement gouverner bientôt, car la crise s'approfondissait.

A l'époque, la coordination entre les discussions, les décisions émanant de la base et l'action des syndicats à tous les niveaux passait largement dans la confédération par ce qui s'appelait encore la Commission administrative (confédérale), qui deviendra Commission exécutive confédérale au 37e congrès (novembre 1969). Moins nombreuse, plus active, elle est en principe aujourd'hui le lieu de la réflexion, du débat et de la décision

pour la mise en œuvre de la stratégie de la CGT. Cette évolution est peut-être un fruit de mai 68. Pour qu'elle joue ce rôle exécutif de la politique syndicale, la CE confédérale a besoin de structures appropriées

qui assurent, entre autres, un bon équilibre entre les organisations syndicales professionnelles et territoriales. En 68 et après, ce sont les fédérations qui pesaient le plus lourd dans les orientations. Et les unions départementales travaillaient au jour le jour avec le secteur organisation de la confédération. Cela peut donner l'impression d'une unité de vues, mais la diversité des territoires dément cette apparence. En réalité, les territoires sont tissés de différences économiques, sociales, culturelles, historiques et politiques. A mon avis, dira J.L. Moynet, la CGT a encore du chemin à faire pour assimiler plus efficacement cette réalité. Elle a mis

du temps à comprendre que les lieux de travail et de vie sont ceux qui rapprochent les salariés les uns des autres et qui portent, jour après jour, des intérêts, donc des revendications communes. Aujourd'hui, la confédéralisation réclame que l'analyse des singularités des territoires progresse et débouche sur des programmes d'action divers, mais rattachant leur diversité à des principes.

Le meeting de Charletty ne pouvait que nuire à l'unité d'action

Ce meeting, dont les médias se sont fait largement l'écho à l'époque, est organisé le 27 mai par l'Unef, le PSU soutenu par la CFDT, ceci en présence de Pierre Mendès France. La composition d'un gouvernement autour de Mendès France était à l'ordre du jour. Mendès France était lui-même assez sceptique sur cette possibilité au vue de la situation. Il ne prend d'ailleurs pas la parole à ce meeting avant tout politique. Ce meeting visait aussi à mettre sur la touche la CGT et le PCF qui prenaient une place de plus en plus large dans les événements, au cœur des usines. Mais les acteurs du meeting de Charletty avaient surestimé leur force au vue de la réalité. Personne n'a été dupe des raisons profondes



de ce meeting.

Le 29 mai, la CGT et le PCF appellent à une grande manifestation

Dans ce contexte, la CGT et le Parti communiste se sont entendus pour tenter de réunir toutes les forces syndicales et politiques de gauche dans une très grande manifestation réclamant, pour la première fois, un « gouvernement populaire ». La CFDT, la FEN, la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste) et quelques autres, ont conditionné leur participation à l'accord et la présence

de l'UNEF. Dans ce but, une rencontre CGT - UNEF a eu lieu à la CGT le 28 mai après-midi. Henri Krasucki conduisait la délégation de la CGT dont faisait partie J.L. Moynet. Celle de l'UNEF était incomplète, son vice-président Jacques Sauvageot s'étant désolidarisé d'une position sectaire et stupide. La rencontre a duré cinq heures, l'UNEF déclarant que la manifestation visant un changement de gouvernement, devait obligatoirement se diriger vers Matignon ou l'Elysée, mais que cela se traduirait inévitablement par un bain de sang dont elle ne voulait pas prendre la responsabilité. Résultat : seuls la CGT et le Parti communiste ont appelé à cette manifestation qui a néanmoins été puissante, mais pas assez plurielle pour prétendre prendre le pouvoir. De Gaulle a disparu du pays le 27 mai. Nous saurons plus tard qu'il était parti en Allemagne rencontrer le général Massu. Le 30 mai, chef de l'Etat était de retour, soutenu par une très forte manifestation organisée par le CDR et le SAC (commando gaulliste dit d'action civique) sur les Champs Elysées. Son discours sur les ondes nationales fut, pour l'essentiel, une attaque frontale contre la CGT et le



G. Séguy lors du meeting à Renault Billancourt

Parti communiste. On l'écoutait à la radio dira J.L. Moynet. Sa fin a été suivie d'un moment de silence, puis Benoît Frachon s'est mis à écrire un projet de déclaration. Quand il l'a lu, Georges Séguy a, une fois de plus, démontré qu'il était, avec courage, l'homme de la situation. Le texte de Benoît Frachon était d'une haute tenue, mais risquait de nous isoler. G. Séguy sans le critiquer, a proposé un autre texte, mettant l'accent sur le danger d'une atteinte aux libertés pour toutes les forces

démocratiques du pays et sur la nécessité de s'unir contre ce danger. Nous l'avons tous approuvé. La déclaration a été envoyée à la presse. Nous avons attendu une heure environ, puis les communiqués solidaires nous sont, un à un, parvenus, à commencer par celui de la CFDT. Et l'envahissement des principaux centres grévistes par la police et l'armée, prévu pour la nuit suivante, n'a pas eu lieu.

Tout ce qui précède montre assez bien que les décisions principales de la conduite de la grève et du mouvement des luttes dont elle était l'expression, étaient prises à la base, par les travailleurs eux-mêmes, syndiqués ou pas. B. Frachon rappelait souvent, sur la base de l'expérience passée, que la mise en place de comités de grève incluant des non-syndiqués actifs et responsables, prenant des initiatives, était légitime et contribuait au renforcement syndical.

La négociation et son résultat :

Suite à la conférence de presse de la CGT, la négociation s'ouvre donc le 25 mai. Les revendications portent notamment sur les salaires, le droit syndical, la protection sociale, etc... La délégation CGT officielle est composée notamment de B. Frachon, G. Séguy, H. Krasucki, R. Bull, A. Berthelot, J.L. Moynet (il n'y avait pas de femmes dans la délégation). La discussion démarre sur les salaires.

Avec son départ du pays, il faut rappeler que le général De Gaulle avait laissé G. Pompidou seul face aux conflits qui se développaient et à la négociation tripartite qui s'engageait (gouvernement - patronat - syndicats). Rappelons les choses, ce qui sortira des discussions de Grenelle n'est pas un accord, mais un constat de discussion. La CGT n'a rien signé.

Les discussions sont après sur les salaires, sur le droit syndical. Le patronat représenté par Paul Huvelin est, a priori, d'accord du bout des lèvres pour un interlocuteur syndical, mais refuse la

mise en place de structures syndicales institutionnelles au sein de l'entreprise. Le patronat ne veut pas donner au syndicalisme pignon sur rue. P. Huvelin qui dirigeait la délégation patronale a été écarté quelques mois plus tard, les dirigeants patronaux lui reprochant d'avoir cédé sans résistance dans ces débats de Grenelle. Il sera remercié poliment et mis sur le côté par la suite. Sur les salaires, l'augmentation arrachée est de 35 % sur le SMIG, 54 % sur le salaire minimum agricole (SMAG). Sur le droit syndical, de nouveaux droits des syndicats sont actés au sein des entreprises. La discussion de Grenelle dure 2 nuits. Le 2e jour de réunion se termine à 5h00 du matin. A l'avancée sur le droit syndical, s'ajoute celle sur la formation professionnelle qui engendrera ensuite en 1969, un accord spécifique sur la formation professionnelle. S'ajoutent à cela des réinté-



Manif du 26 mai 68

grations de militants CGT sanctionnés ou licenciés, comme chez les travailleurs de l'Etat par exemple.

● Comment a-t-on géré la sortie de crise et la fin des grèves :

La sortie de crise s'est fait en plusieurs étapes, le grand meeting organisé par la CGT à Renault Billancourt avait été choisi justement pour donner une indication sur les suites à donner partout en France, il a été capital. L'idée évoquée par B. Frachon au tout début du mouvement restait la même : les salariés devaient se prononcer sur le contenu du constat des discussions de Grenelle. Il était alors fortement conseillé de consulter les salariés en présentant les résultats obtenus à Grenelle **point par point**. B. Frachon déclarant à ce propos « le constat de Grenelle n'a pas la même importance pour tout le monde, il faut com-

prendre cela et aller au débat point par point en sauvegardant la solidarité entre les grévistes ».

Bien entendu, la CGT n'a jamais appelé à stopper les grèves, mais a fait jouer la démocratie ouvrière à plein.

Là où le travail a repris, c'était des rentrées au travail avec les drapeaux CGT en tête, des chants révolutionnaires. Les salariés étaient fiers d'avoir arraché des nouveaux droits, fiers de ce qu'ils avaient fait collectivement. Le bilan qualitatif était considérable, c'était une gifle à l'arrogance patronale et gouvernementale. Ce qui s'est passé en 1968 et le bilan des négociations a eu, par la suite, des répercussions considérables dans le monde du tra-

vail. Les salariés avaient compris et vécu, jour après jour, que des syndicats forts et actifs pouvaient renverser les choses. Avec des luttes, des grèves dures, la démonstration

était faite que l'on pouvait faire reculer sérieusement le patronat et les gouvernements quels qu'ils soient. **Ce que l'on dit trop peu aujourd'hui, c'est qu'au-delà du bilan chiffré et concret du résultat de la négociation, au-delà des droits acquis sur des points essentiels pour la vie des salariés en matière de droit syndical, de salaires, de formation professionnelle, mai 68 a ouvert des espoirs durables, des espaces de liberté, de luttes et de négociations pour toutes les années qui ont suivi, aussi bien sur les salaires, que sur le droit syndical, le droit juridique, mais aussi sur l'émancipation des femmes et leur place dans le travail.**

Encore aujourd'hui, mai 68 fait peur au patronat, des situations de conflits peuvent dégénérer et prendre des chemins imprévus. Mai 68 a ouvert des espaces de négociations, a donné de l'assurance au monde syndical et aux élus syndicaux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si aujourd'hui le patronat et le gouvernement font front commun pour rogner les droits acquis antérieurement, les protections sociales et syndicales. Il faut garder espoir et confiance envers les salariés, les syndiqués, envers le syndicalisme, les luttes, l'unité syndicale et la CGT notamment.

J.L. Moynot vient de publier un livre intitulé « Une vie de recherches » –Editions du Croquant 2017– où il livre ce qu'il a vécu, il raconte les faits, précise des dates, il raconte sa vie sociale et son action en mai 68 en tant que négociateur des discussions de Grenelle.

Il s'agit, dit-il, notamment du déroulement de la Conférence et de la négociation de Grenelle, ainsi que de la position de la CGT sur le résultat de celle-ci. Il n'y a jamais eu d'Accords de Grenelle, mais un Constat à soumettre aux grévistes. Dans le livre, je dis des choses précises à ce sujet, ainsi que sur le meeting de Renault Billancourt le matin du 27 mai. Dans le même esprit, je me souviens très clairement de la rencontre du 28 mai, à la CGT, avec une délégation de l'Unef dont la position a rendu impossible de donner une dimension unitaire à la manifestation du 29 mai qui illustre la première de couverture de mon livre. Je suis en mesure, pour ce que j'ai directement vécu, de répondre à des questions précises.

Ce livre est en vente dans la librairie de la CGT à Montreuil.